



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA MOSELLE

Préfecture
Direction des Libertés Publiques

ARRÊTÉ

N° 2011-DLP/BUPE-422 du 18 NOV. 2011

mettant en demeure la société RBSI à TETING SUR NIED de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°2007-DEDD/IC-196 du 16 juillet 2007

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le Code de l'Environnement et notamment son article L.514-1 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2007-DEDD/IC-196 du 16 juillet 2007 autorisant la société RBSI à exploiter une installation de production d'articles à base de caoutchouc à TETING SUR NIED ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté n° DCTAJ-2011-110 du 14 juin 2011 portant délégation de signature en faveur de M. Olivier du CRAY, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 3 novembre 2011 ;

Considérant que, lors d'une visite d'inspection réalisée le 30 septembre 2011, l'Inspection des Installations Classées a constaté que certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2007 précité ne sont pas respectées, à savoir :

- ⇒ article 1.2.1 : le volume de polymères stocké est d'au moins 2 440 m³ et excède le volume autorisé de 2 280 m³ ;
- ⇒ article 7.3.3 : l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de rapport de contrôle des installations électriques visées à l'article 7.3.3.1 ;
- ⇒ article 8.1.1 : la quantité de chips stockée (environ 2 100 tonnes) est supérieure à la quantité autorisée (700 tonnes) ;
- ⇒ article 8.1.1: la hauteur des stocks de chips excède la valeur autorisée de trois mètres et les stocks débordent des parties avant des boxes mettant ainsi en communication les stocks des différents boxes et rendant ainsi les murs coupe feu inopérants ; ce mode de fonctionnement équivaut à un stockage en boxes sans présence des murs coupe-feu de degré deux heures.

Considérant les dangers et inconvénients générés par le non respect des prescriptions réglementaires pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement et notamment les risques d'incendie et ses potentielles conséquences pour l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exploitation de ses installations situées à TETING SUR NIED, la société RBSI est mise en demeure de respecter, sous les délais suivants à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions ci-dessous de l'arrêté préfectoral n° 2007-DEDD/IC-196 du 16 juillet 2007 :

- article 1.2.1 : sous trois mois, respect du volume de polymères stockés ;
- article 7.3.3 : sous un mois, présentation à L'inspection des Installations Classées du rapport de contrôle des installations électriques visées à l'article 7.3.3.1 ;
- article 8.1.1 : sous trois mois, respect de la quantité maximale de chips stockée ;
- article 8.1.1 : sous quinze jours, respect de la hauteur de stockage dans les boxes ainsi que des conditions de stockage dans ces boxes permettant d'assurer une séparation des différents boxes par des murs coupe feu de degré deux heures.

Article 2 : En cas de non respect du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées, des mesures et sanctions administratives pourront être prises conformément aux dispositions du code de l'environnement.

Article 3 : En vertu des dispositions du décret n°2010-1701 du 30 décembre 2010, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai continu à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, le Sous-Préfet de Boulay, l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, au maire de Téting sur Nied où est implantée la société.



LE PREFET
 Pour le Préfet,
 Secrétaire Général
 Olivier du CRAY